

Aperçu des litiges

Enjeu

Anciens Combattants Canada (ACC) reconnaît et soutient le droit de tous les Canadiens, y compris les anciens combattants et leurs familles, d'intenter des procédures judiciaires contre la Couronne du chef du Canada ou le gouvernement du Canada.

Le ministère de la Justice veille à ce que le gouvernement fédéral bénéficie de services juridiques de haute qualité et que le système de justice soit équitable, pertinent, accessible et conforme aux valeurs canadiennes.

Contexte

ACC a fait face à un nombre croissant de poursuites judiciaires au cours de la dernière décennie. Cette augmentation suit la tendance générale observée au sein du gouvernement du Canada. Bien qu'ACC ne soit pas un grand ministère, il gère un nombre élevé de dossiers de litiges en comparaison à d'autres ministères et organismes fédéraux de taille similaire, en particulier des recours collectifs. Ces recours collectifs sont très médiatisés et comportent des risques financiers, de perception publique et de réputation significatifs, en plus d'impacts possibles sur les prestations, les programmes et les services.

Principale mise à jour

ACC est impliqué dans plus de *rédaction* procédures judiciaires à divers stades, y compris *rédaction* recours collectifs. ACC est également une partie intéressée dans *rédaction* recours collectifs/actions de masse impliquant les FAC-MDN, la GRC et le gouvernement du Canada.

Les autres procédures judiciaires impliquant ACC comprennent des actions en justice, des contrôles judiciaires et des plaintes en matière de droits de la personne. Ces affaires concernent généralement le bien-fondé d'un dossier particulier d'un client et comportent généralement des risques financiers, de perception publique et de réputation faibles.